

En Lycée Pro : une carte de formation et des moyens à la hauteur des besoins pour réduire les inégalités

Pour une formation complète des citoyen.nes, il faut privilégier un cursus sous statut scolaire exigeant et permettant une poursuite d'étude pour celles et ceux qui le souhaitent.

Un enseignement au service de l'entreprise

Co-intervention imposée, chef d'œuvre hors sol, accompagnement personnalisé en classe entière, autant de dispositifs (aux moyens pris sur les horaires disciplinaires) qui accroissent la charge de travail des personnels et témoignent d'une vision utilitariste et rétrograde des enseignements. Nous y perdons le sens de nos métiers.

Les problématiques spécifiques des élèves de LP, souvent orientés par défaut sont niées : pas de temps de remise à niveau, pas de moyens pour le FLS*, une prise en charge hasardeuse des élèves à besoins particuliers. La 3ème Prépa Métiers concentre tous ces écueils et devient une classe de relégation. *FLS : français langue seconde

L'apprentissage voie d'excellence ? Non, un cadeau au patronat

Articulée avec la loi Travail et la réforme de la formation professionnelle, la réforme de la voie pro est une machine à broyer. Elle encourage dangereusement l'apprentissage.

Les LP accueillent tout le monde alors que l'apprentissage discrimine : il nécessite la signature d'un contrat de travail beaucoup plus difficile à obtenir pour les filles, les jeunes issues de l'immigration ou des quartiers populaires.

Jusqu'ici piloté par les régions, l'apprentissage devient la compétence des branches professionnelles et sera régulé par le marché. C'est donc une victoire pour le MEDEF contre les droits des apprentis, les diplômés et la régulation des financements de la formation.

LA NECESSITE D'UNE AUTRE REFORME DE LA VOIE PROFESSIONNELLE

L'égalité des filières générale, technologique et professionnelle doit être affirmée. La CGT s'oppose à tous les dispositifs d'orientation précoces qui enfermeraient les élèves dans un destin social. La CGT défend dans l'immédiat une voie professionnelle du lycée qui permet tout à la fois insertion professionnelle et poursuite d'études.

Défense du cadre national des diplômes : fin du tout CCF au profit d'épreuves ponctuelles, refus des blocs de compétences. Une formation débouchant sur des qualifications validées par des diplômes reconnus nationalement, garantie pour la rémunération et les conditions de travail des futur-es salarié-es.

Défendre le statut des PLP : pas d'annualisation du temps de service, pas de modification du calendrier scolaire, application de la pondération à toutes les PLP, pas de mixage des publics.

Obtenir des moyens pour améliorer les conditions de travail et permettre la réussite des élèves : pas plus de 20 élèves par classe en Bac pro et 12 en CAP, des grilles horaires hebdomadaires, des dédoublements, un classement en éducation prioritaire. Localement, construire des établissements pour une offre de formation en adéquation avec les besoins.

QUE FAIRE ?

- ◆ **Dans nos établissements** : préparer un contre-projet de répartition de DHG sur des bases de classes à 12 et 20.
- ◆ **Nationalement** : demander un plan d'urgence scolaire avec des moyens supplémentaires pour baisser les effectifs.
- ◆ **Pour une autre Ecole** : réclamer un moratoire sur la réforme, son abrogation et une autre réforme du lycée pro.

LA CGT A UN AUTRE PROJET POUR LE LYCEE : UN LYCEE UNIQUE ET POLYTECHNIQUE